

ARTICLES ORIGINAUX

OORSPRONKELIJKE ARTIKELS

ORIGINAL ARTICLES

ARTICULOS ORIGINALES

Pauvreté et répartition des revenus en zone cacaoyère du Cameroun

D.P. Folefack¹

Keywords: Poverty- Revenue- Inequality- Indice of Gini- Cameroon

Résumé

Cette étude vise à évaluer l'incidence de la pauvreté en relation avec le revenu dans les zones cacaoyères du Cameroun. L'analyse mobilise l'approche purement économique, basée sur le revenu monétaire pour estimer l'incidence de la pauvreté. En plus, la courbe de concentration de Lorenz et l'indice de Gini ont été utilisés pour apprécier les inégalités. En zone cacaoyère, la diversification apparaît comme une stratégie d'adaptation à la libéralisation. Ainsi, plusieurs activités menées dans les exploitations procurent des revenus moyens bruts d'environ 1 215 622 FCFA par an. L'incidence de la pauvreté reste forte touchant 69% de la population, ainsi que les inégalités de revenus. Cependant, une analyse régionalisée montre que les producteurs du sud ouest sont relativement plus riches, avec un revenu moyen de 228 263 FCFA par an et par tête. Au centre, les producteurs avec un revenu annuel moyen de 87 257 FCFA par tête et une concentration moins forte, sont moins pauvres. Au sud par contre, on rencontre les plus pauvres avec un revenu plus bas, 53 504 FCFA par an et par tête et une concentration plus importante. Enfin, on trouve une forte concentration des revenus et des fortes inégalités dans toutes les zones de productions cacaoyères au Cameroun.

Summary

Poverty and Share Revenue in the Cameroon Cocoa Zone

This study evaluates the revenue level and unequal poverty revenue in the Cameroonian cocoa zone. The results show a great variability on the revenues generating activities to producers of cocoa in Cameroon. These activities generate an average revenue of 1 215 622 FCFA per year, with an annual average revenue of 145 933 FCFA per person. We realize through the indice of Gini 0.61 that the concentration of these revenues is most strong in Cameroon and the poverty rate is still affecting 69% of the population. We observe as well that the average revenue of 228 263 FCFA per year and per person for the producers of South West. They are thus the richest, inspite of the high degree of concentration. In the Centre, the population have a high average annual revenue of 87 257 FCFA per person and the concentration seems to be in a lower degree. Finally, in the South we find the poorest with a revenue of 53 504 FCFA per year and per person and the concentration is more important. An analysis based on unequal indicators shows in general that the revenue per person is relatively low and the degree of concentration of revenue is stronger in the Cameroonian cocoa zone.

Introduction

Depuis la fin des années 80, l'environnement économique des agriculteurs s'est considérablement modifié. D'une part, on assiste à l'effondrement des systèmes économiques planifiés, qui a laissé le champ libre au marché mondial, ouvert et libéral, théoriquement coordonné par les seules règles de l'efficacité économique traduite en termes de prix; d'autre part, à de nouvelles régulations issues des programmes d'ajustement structurel, et caractérisé par la diminution progressive de l'intervention publique en matière de production et commercialisation (8, 13).

Des mesures d'ajustement introduites dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne pour favoriser le redressement économique, se sont traduites entre autre par la libéralisation du secteur des cultures

d'exportation et avec un transfert des responsabilités dans la commercialisation de l'Etat vers les opérateurs privés (2, 14).

Le secteur des cultures d'exportation a connu d'importantes mutations ces dernières années. Ainsi, au milieu des années 80, l'achat, la transformation et l'exportation de produits de base étaient presque exclusivement contrôlés par des offices de commercialisation. Aujourd'hui, les offices à caractère monopolistique sont davantage l'exception que la règle. Ce transfert de responsabilités dans la commercialisation des cultures d'exportation de l'Etat vers le secteur privé peut être considéré d'une manière générale comme un relatif succès. Toutefois, dans maints pays, les réformes ont créé des difficultés,

¹Centre Régional de la Recherche et de l'Innovation, B.P. 33, Maroua, Cameroun.

Tel: (237) 99 88 33 59 Email: dfolefack@yahoo.fr

Reçu le 09.07.09 et accepté pour publication le 09.11.09.

notamment en ce qui concerne la fourniture d'intrants et on assiste à une croissance des coûts d'intrants. De même, la qualité de la production et de sa transformation est un important sujet de préoccupation (3, 4, 14, 15). Cependant, depuis, la fin des années 80, le problème commun de bon nombre des pays africains au sud du Sahara sous ajustement structurel est la pauvreté (9, 16). Selon les estimations de la Banque mondiale (1), de 218 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (moins d'un dollar par jour) en Afrique subsaharienne en 1987, l'on est passé à 290,9 millions en 1998, soit une augmentation de 34% en 12 ans. En fait pour Kamgnia (9), l'Afrique subsaharienne reste à la traîne des autres: non seulement la pauvreté monétaire et humaine y demeure considérable, mais aussi le taux d'alphabétisation des adultes y est encore de 60%, et l'espérance de vie de 48,8 ans. Ainsi, les pays d'Afrique constituent à majorité la classe des pays à Indicateur de Développement Humain (IDH) faible et les quelques pays à IDH moyen ne se retrouvent qu'en fin de liste dans la classe.

Au Cameroun, bien que classé parmi les pays à IDH moyen (0,500) depuis le début des années 90, la pauvreté monétaire reste préoccupante. Elle est présente en milieu urbain ainsi que rural, avec une distribution très inégale des revenus. Son incidence est estimée à 50% de la population, étant donné le seuil de pauvreté de 136 236 FCFA par an. Le niveau d'incidence élevé de la pauvreté justifie l'accession du Cameroun à l'Initiative des Pays Pauvres très Endettés, puis l'adoption du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, dans un objectif de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015 (5, 6, 9).

Face à une pauvreté généralisée, la préoccupation actuelle est celle de la coordination entre croissance économique et lutte contre la pauvreté. Des auteurs comme Kamgnia *et al.* (9) pensent que la croissance peut profiter aux pauvres à condition qu'elle s'accompagne d'une distribution équitable et rationnelle des revenus. Ainsi, il convient d'appréhender de manière succincte la répartition des revenus au Cameroun et dans les zones de production de cacao, notre étude en est une contribution. L'objectif de cette étude est d'évaluer l'incidence de la pauvreté en relation avec le revenu et les inégalités de revenus dans les zones cacaoyères du Cameroun.

Matériels et méthodes

L'étude a été conduite au Cameroun, principalement dans les régions du sud ouest (population: 1 242 700 habitants), du centre (population: 2 501 200 habitants), et du sud (population: 534 900 habitants). La production cacaoyère en provenance de ces zones représente plus de 80% de la production nationale (170 000 tonnes en 2007). Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire auprès d'un échantillon stratifié de 1003 producteurs de cacao répartis

dans 83 villages. Dans les villages sélectionnés, les producteurs ont été choisis de façon aléatoire grâce aux techniques d'échantillonnage à plusieurs niveaux. Cela a permis d'avoir: 400 dans le Sud Ouest, 386 au Centre et 217 au Sud. Les données collectées portent sur: les activités du ménage, les sources de revenus et leur contribution au revenu, revenus cacaoyères et autres revenus du ménage et répartition des revenus en zone cacaoyère.

Pour analyser le lien entre revenu et la pauvreté, deux grandes approches sont généralement utilisées. Une approche socio-économique qui définit la pauvreté comme étant une rupture du lien social du fait d'une marginalisation économique, sociale et culturelle. Une seconde approche purement économique définit la pauvreté par rapport à un seuil monétaire et qui se traduit par une insuffisance de ressources ne permettant pas la couverture de besoins jugés essentiels comme se nourrir, se loger, se soigner etc. (10, 12). C'est cette seconde approche qui est retenue dans le discours et les stratégies institutionnelles actuelles et c'est ce que nous avons utilisé. Sa mesure s'appuie soit sur le revenu, soit sur la consommation, traduite en valeur monétaire. La théorie du bien-être sert de référence à l'analyse de la pauvreté monétaire. Nous avons pu définir un seuil monétaire en deçà duquel on est considéré comme pauvre, et l'on comptabilise le nombre de pauvres par référence à ce seuil (12), le seuil de pauvreté du Cameroun étant estimé à 136 236 FCFA (5, 9). Par ailleurs afin d'estimer le revenu, il a été question d'identifier les sources de revenu et leur proportion dans la constitution de chaque exploitant. A partir de la proportion du revenu du cacao (49%) et le revenu réel issu du cacao, obtenu à partir des recettes du cacao, nous avons estimé le revenu monétaire global brut du ménage, et par la suite le revenu moyen.

Pour apprécier le niveau de pauvreté et des inégalités, l'inégalité monétaire est mise en valeur par la courbe de Lorenz et l'Indice de Gini qui fournit le pourcentage de population détenant un pourcentage de richesse (11). Cette courbe se déduit de la courbe de distribution par tête qui donne le nombre de personnes par niveau de revenu et de la courbe de répartition qui donne le pourcentage de population au-dessous d'un certain seuil de revenu. L'indice de Gini permet de compléter la mesure de l'équité par une courbe de concentration de Lorenz qui permet de préciser la forme des inégalités de répartition. Ces indicateurs d'inégalités, ainsi que les statistiques descriptives ont permis d'analyser les données.

Résultats et discussion

1. Variabilité des sources de revenus dans les exploitations

Depuis la libéralisation de la filière cacao, des mutations importantes au niveau des exploitations en

zone cacaoyère ont été observées. Les producteurs dans leurs stratégies d'adaptation optent pour la diversification des activités et des sources de revenus. Ainsi, plusieurs activités contribuent au revenu du ménage, même si les proportions sont inégales. Ainsi, à partir de la figure 1, nous constatons que le cacao à une contribution de 49% plus importante, suivi des productions vivrières (21%) et les activités extra agricoles (12%). La contribution des autres sources de revenu est assez marginale avec au plus 6%. Plusieurs raisons sont mises à l'actif de cette diversification des revenus qui est un déterminant clé de lutte actuelle contre la pauvreté est aussi la diversification des revenus dans les zones cacaoyères. Elle résulte entre autre du processus de libéralisation, de la chute des cours mondiaux du cacao, de la fluctuation incessante des prix du cacao et de l'expansion des marchés urbains dans ces zones de productions.

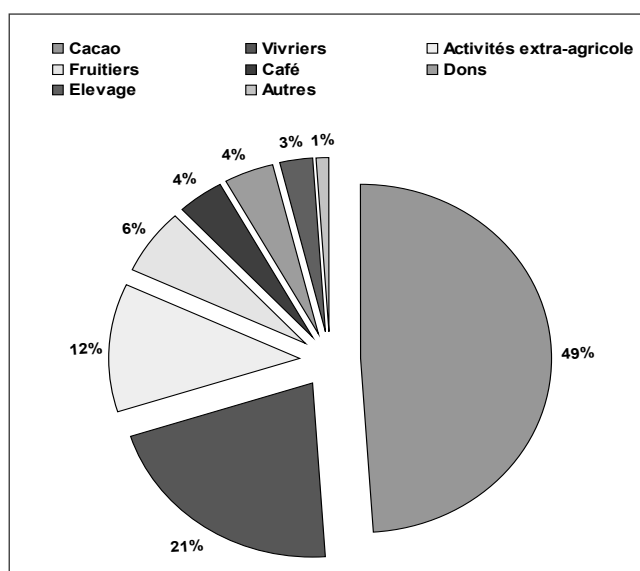


Figure 1: Activités procurant les revenus aux ménages et leur contribution à la formation du revenu total, 2007.

2. Revenus et pauvreté très variable

A partir de l'approche économique de la pauvreté basée sur le revenu monétaire et le seuil de pauvreté, nous avons pu apprécier le phénomène dans la zone cacaoyère. Suite à la libéralisation de la filière cacao, des répercussions négatives ont été observées sur les revenus des producteurs. Le revenu brut moyen des ménages est d'environ 1 215 622 FCFA par an, ce qui nous donne un revenu moyen par tête de 145 933 FCFA par an. Bien que ce revenu moyen soit supérieur au seuil de pauvreté au Cameroun, une proportion très importante des producteurs, près de 69% vivent en dessous du seuil de pauvreté (136 236 FCFA) avec moins d'un dollar par jour. Cela traduit de manière générale la baisse des revenus avec une montée fulgurante de la pauvreté depuis plusieurs décennies en milieu rural au Cameroun (l'incidence de la pauvreté touche environ 60% de la population rurale en 2005).

Par ailleurs, une analyse comparative faite selon les zones de forte production (centre, sud et sud ouest) fait ressortir des grandes disparités régionales. Au Sud Ouest avec un revenu moyen des ménages de 2 072 625 FCFA par an et un revenu moyen par ménage de 228 263 FCFA par an, le revenu par tête des populations de cette zone est relativement élevé et nettement supérieur aux revenus des autres régions et au revenu des zones cacaoyères globales. Dans cette zone, le niveau de pauvreté est relativement bas, car la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est seulement de 49%. Ce qui explique le résultat appréciable du sud ouest est que: cette zone s'avère depuis plusieurs années être le front pionnier par excellence du cacao au Cameroun, en plus dans cette région le système de commercialisation est mieux organisé, les producteurs sont plus organisés et dynamique, le rendement et la productivité sont élevés.

Au Centre par contre, nous constatons qu'avec un revenu moyen par ménage de 666 647 FCFA par an et un revenu par tête de 87 257 FCFA par an, que le niveau de pauvreté est très important, car le niveau moyen du revenu est en dessous du seuil de pauvreté et près de 83% de la population de cette zone de production vivent en dessous du seuil de pauvreté. Enfin, au Sud, avec un revenu moyen annuel du ménage de 442 480 FCFA et un revenu de 53 504 FCFA par tête, nous constatons que ce revenu par tête est significativement inférieur aux revenus des autres régions et au revenu national des producteurs du Cameroun. Dans cette zone de production, le niveau de pauvreté est très important avec près de 91% qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Dans ces deux autres provinces, l'on assiste à un système de commercialisation moins efficace, un vieillissement des cacaoyères et des producteurs et des rendements plus faible.

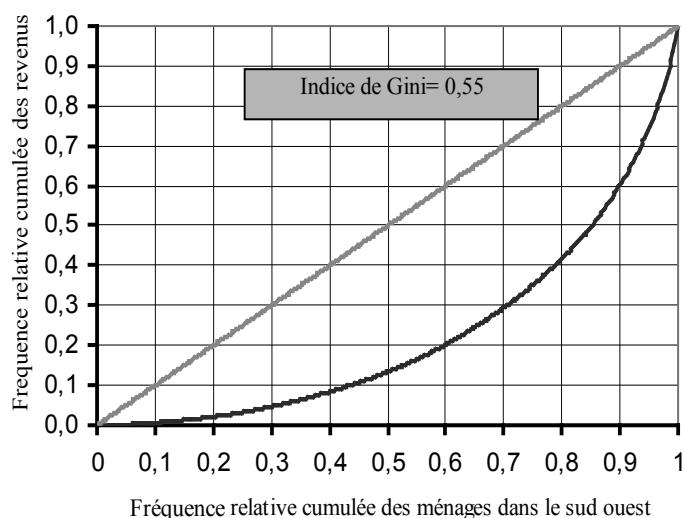


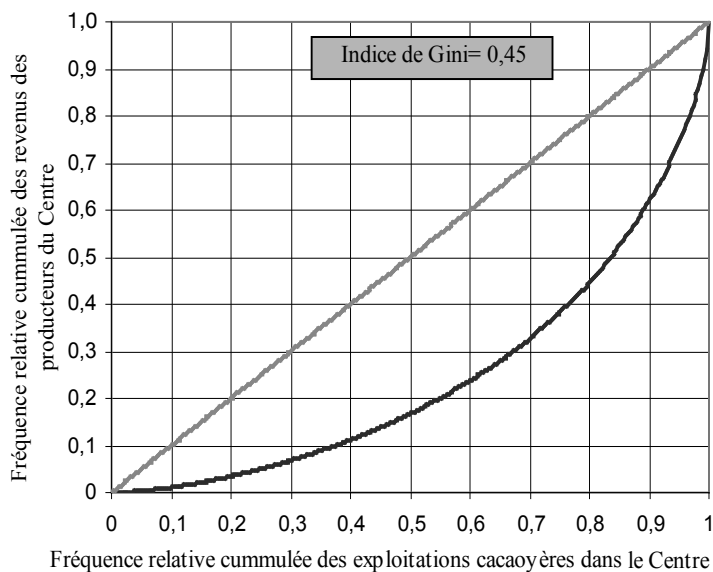
Figure 2: Courbe de concentration de Lorenz des revenus des cacaoculteurs du Sud Ouest, 2007.

3. Pauvreté et inégalités fortes

La pauvreté et inégalités sont par définition des notions proches: il n'y a de pauvres «relatifs» que parce qu'il y a des riches, donc des inégalités de revenus. L'existence d'un lien systématique entre pauvreté et inégalités est démontrée que dans le cas monétaire, et en relation avec la croissance (12).

Ainsi, l'étude montre qu'en zone cacaoyère, la concentration des revenus soit assez forte, avec une incidence très significative sur le degré de pauvreté. Des inégalités importantes sont observées au niveau des revenus. Ainsi, au Sud Ouest, la concentration des revenus est plus forte par rapport aux autres régions et moins forte par rapport aux autres zones de production. Ici, nous constatons que 50% des producteurs les plus pauvres détiennent environ 13% du revenu total des producteurs et 20% les plus riches détiennent près de 40% du revenu (indice de Gini: 0,55) (Figure 2). Au Centre par contre, la concentration est aussi moins forte que dans les autres régions de production. Ainsi, 50% des producteurs les plus pauvres détiennent environ près de 17% du revenu total et 10% des plus riches ont moins de 40% des revenus (indice de Gini: 0,50) (Figure 3). Enfin, au Sud, le degré de concentration est moins fort dans les autres régions. Ainsi, 50% des producteurs les plus pauvres détiennent près de 14% du revenu total et 10% des plus riches ont sensiblement 40% du revenu (indice de Gini: 0,53) (Figure 4).

L'analyse de la concentration des revenus en zone cacaoyère camerounaise montre une répartition très inégale des revenus par ménage et par tête, car l'analyse de la courbe de concentration de Lorenz et de l'indice de Gini (0,61) permet de constater qu'il y a une forte concentration des revenus au Cameroun (Figure 5). Ainsi, près de 50% des populations les plus pauvres détiennent seulement environ 10% du revenu total global des producteurs de cacao. Dans ce



Fréquence relative cumulée des exploitations cacaoyères dans le Centre

Figure 3: Courbe de concentration de Lorenz des revenus des cacaoculteurs du Centre, 2007.

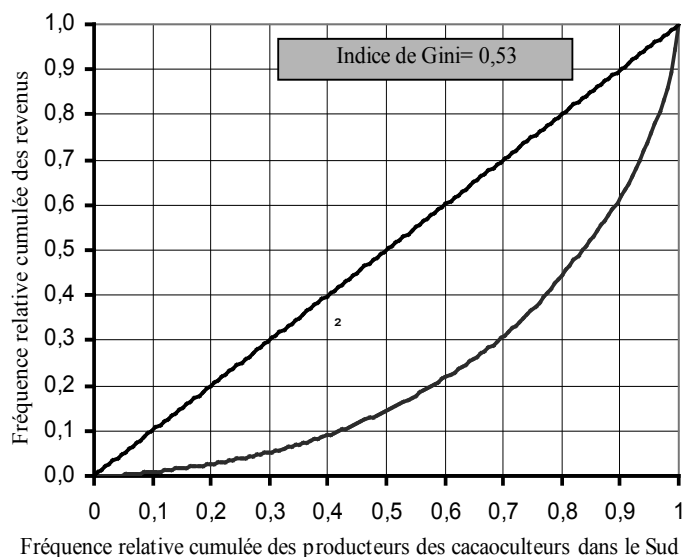


Figure 4: Courbe de concentration de Lorenz des revenus des cacaoculteurs dans le Sud, 2007.

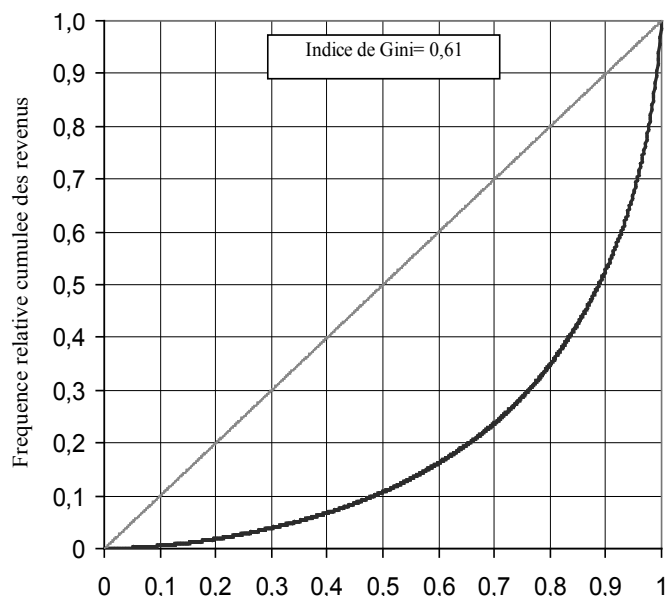


Figure 5: Courbe de concentration de Lorenz des revenus des cacaoculteurs au Cameroun, 2007.

contexte, on observe que la proportion des producteurs pauvres est très importante et que les inégalités dans la répartition des revenus sont importantes avec de profondes disparités régionales. L'étude nous montre ainsi, qu'en zone cacaoyère, la pauvreté est en étroite relation avec les inégalités, car l'incidence de la pauvreté est forte et on observe aussi des fortes inégalités de revenus dans les zones de productions.

Conclusion et recommandations

Conclusion

Malgré la libéralisation des filières d'exportation et une baisse de revenu, le cacao reste et demeure l'épine dorsale de l'économie des ménages dans les grandes zones de productions, malgré la diversification. Il facilite l'accès aux ressources monétaires

substantielles et sa contribution est très importante, 49%, suivi des productions vivrières (21%) et les activités extra agricoles (12%). Les autres sources sont assez marginales avec au plus 6%. La variabilité des sources de revenu est un facteur déterminant de lutte contre la pauvreté. Les différentes activités génèrent des revenus pour la survie du ménage. Ainsi, le revenu par an par tête de 145 933 FCFA. Avec un indice de Gini de 0,61 et un revenu relatif élevé, la concentration reste très forte. En plus des grandes disparités sur la répartition régionale sont observées au niveau du Cameroun, et que près de 69% de la population vient en dessous du seuil de pauvreté.

Les producteurs du sud ouest sont les plus riches, avec une répartition des revenus relativement moins inégalitaires que dans les autres zones de productions. Dans cette zone, le niveau de pauvreté est relativement bas, car la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est seulement de 49%. Au centre, par contre, nous constatons que le niveau de pauvreté est très important, car le niveau moyen du revenu est en dessous du seuil de pauvreté et près de 83% de la population de cette zone de production vivent en dessous du seuil de pauvreté. Enfin, au sud, nous observons que ce revenu par tête est significativement inférieur aux revenus des autres régions et au revenu national des producteurs du Cameroun. Dans cette zone de production, le niveau de pauvreté est très important avec près de 91% qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Recommandations

L'analyse présentée dans cet article nous conduit à formuler un certain nombre de recommandations afin de permettre la redynamisation de la filière cacaoyère, augmenter les revenus des producteurs et réduire les inégalités de revenus:

- Minimisation du risque prix devrait demeurer une priorité pour l'État en vue de réduire la pauvreté en milieu rural et dans certaines zones de production et d'assurer la pérennité de la filière cacao.
- Instaurer une synergie entre les activités des structures de gestion de la filière cacao afin de mieux répondre aux besoins des producteurs.
- Enfin, financer des projets visant à améliorer le cadre de vie et les conditions de travail des producteurs, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de habitat, des pistes agricoles.

Remerciements

Au terme de cette étude, nous tenons vivement à remercier le programme le développement durable des cultures pérennes (STCP) à l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA), Yaoundé, Cameroun, pour m'avoir permis d'utiliser sa base de données sur le cacao pour réaliser article. Nous pensons particulièrement aux Dr J. Gockowski et Dr G.B. Nkamleu.

Références bibliographiques

1. Banque Mondiale. 2000, La pauvreté en Afrique subsaharienne: problèmes et recommandations, *In*: Findings Région Afrique. Numéro 73, Washington D.C., 6 p.
2. Dongmo T., Gockowski J., Hernandez S., Awono L.D.K. & Mbang à Moudon, 2005, L'agriculture périurbaine à Yaoundé: ses rapports avec la réduction de la pauvreté, le développement économique, la conservation de la biodiversité et de l'environnement. *Tropicultura*, 23, 3, 130-135.
3. Douya E. & Temple L., 2001, Accès des produits camerounais au marché mondial: les produits de la filière cacao. CIRAD-FSEG UYII, 14 p. <http://peren-conf2001.cirad.fr>.
4. Endamana D., Nkamleu G.B., Adesina A.A., Ndoye O., Sonwa D.J. & Gockowski J., 2001, Diversification within cocoa plantation: a logic model application in the forest zone of Cameroon; 16 p. <http://peren-conf2001.cirad.fr>.
5. Fambon S., Baye F.M., Tamba I., Nomba I. & Amin A.A., 2005, Dynamique de la pauvreté et de la répartition des revenus au Cameroun durant les années 80 et 90. Rapport final, Recherche collaborative sur la pauvreté /AERC, Vol. 2, Université de Yaoundé II, 181 p. www.sarpn.org.za/documents/d0002234/Cameroun_Poverty_Sept2005.pdf
6. Fambon S., Amin A.A., Baye F.M., Nomba I., Tamba I. & Tawah R., 2001, Pauvreté et répartition des revenus au Cameroun durant les années 1990. Consortium pour la Recherche en Économie de l'Afrique (CREA), Cahier de Recherche N° 01-06 du CRÉFA, Département d'économie, Université Laval, Canada, Université de Yaoundé II, 162 p.
7. Fambon S., 2000, Réformes économiques et pauvreté au Cameroun durant les années 1990, Rapport projet collaboratif sur la pauvreté, Consortium pour la Recherche en Economie en Afrique, 140 p.
8. Folefack D.P., Klassou C. & Enam J., 2009, Price adjustments to cotton crisis in Cameroon: factors and consequences of farmers' adaptations. *Life Sciences International Journal*, Special edition on cotton policies. 89-99.
9. Kamgnia D.B., Douya E., Ongolo Z.V. & Leunkeu S., 2003, Des stratégies de lutte contre la pauvreté au Cameroun: une analyse en équilibre générale calculable. Réseau de recherche politique économique et pauvreté, 14 p.
10. Kemgni P., 2005, Analyse d'un cercle vicieux: inégalités sociales, pauvreté et santé. *Bulletin de Medicus Mundi Suisse*, N° 95.
11. Jenkins S.P., 1991, The measurement of economic inequality, readings on economic inequality, *In*: Journal of Population Economics Business and Economics, New York, Armonk: Sharpe ME.
12. Marniesse S., 1999, Note sur les différentes approches de mesure de la pauvreté. DPE/DME.
13. Minvielle J.P., 1999, L'articulation des paysans au marchés, *in*: L'avenir des paysans, Paris, PUF.
14. Shepherd A.W. & Farolfi S., 1999, Libéralisation du secteur des cultures d'exportation en Afrique. Bilan. *Bulletin des services agricoles de la FAO*, Rome, 104 p.
15. Sonwa D.J., Weise S.F., Tchataat M., Nkongmeneck B.A., Adesina A.A., Ndoye O. & Gockowski J., 2001, Les agroforêts cacao: espaces intégrant développement de la culture du cacao, gestion et conservation des ressources forestières au Sud Cameroun. Réseau de foresterie pour le développement rural. Document du réseau 25 g juillet 2001, ODI, DFID, <http://www.odi.org.uk>.
16. White H., Killick T., Kayizzi-Mugerwa S. & Angelique S.M., 2001, African poverty at the millenium: causes, complexities, and challenges, The World Bank, Washington, D.C. School of Economics and Commercial Law.